

ner toute son entreprise à moins de trouver un bailleur de fonds. Je lui ai demandé ce qui s'était passé quand il était allé à la banque. Il m'a dit que la banque avec laquelle il faisait affaire depuis vingt ans lui refusait tout crédit. Je lui ai demandé quelle sorte de garantie il avait, il m'a répondu qu'il avait une maison d'une valeur de \$25,000 avec une hypothèque de \$2,000 mais sa banque refusait de lui avancer des fonds sur cette garantie.

Il m'a demandé quoi faire et si je pouvais parler au ministre des Finances à ce sujet. Je lui ai répondu, évidemment, que je ne pouvais pas en parler au ministre et que je ne savais que lui conseiller. Mais je lui ai dit que son problème, c'était que la banque faisait tant d'argent avec Chargex, avec les cartes de crédit, avec les prêts dits «red convertible» et toutes ces stupidités qu'elle n'accepterait pas de lui avancer de l'argent sur sa maison afin qu'il puisse étendre son entreprise et fournir du travail aux gens de ma circonscription. C'est aussi simple que cela. Si la banque ne veut pas lui avancer cet argent je ne sais pas qui pourra le faire. C'est dur d'admettre que vous êtes dupé par des gens qui persistent à affirmer que c'est la politique du gouvernement sur le resserrement du crédit qui cause des problèmes monétaires quand vous savez fort bien que ces gens préfèrent placer leurs fonds dans des secteurs d'investissement à profits élevés qui n'ont aucune signification sociale d'aucune sorte. Si cette déduction est vraie, et je crois qu'elle l'est, alors j'estime que le soi-disant manque de fonds dont nous souffrons aujourd'hui n'est pas aussi sévère qu'on le prétend.

• (3.50 p.m.)

Il est bien évident que les banques n'ont pas l'intention de coopérer en aidant tous ceux qui ont besoin d'un emprunt, depuis le gouvernement jusqu'au citoyen moyen, à moins d'y être obligées. Les prêts aux hommes d'affaires se sont taris, on n'a plus d'argent pour les prêts hypothécaires et si la construction domiciliaire vient à s'effondrer, ce sera parce qu'il est impossible de se procurer, à un taux d'intérêt convenable, les fonds dont l'industrie du logement a tellement besoin. Les banques vous diront qu'elles prêtent de l'argent aux agriculteurs ou à quelqu'un d'autre, qu'elles font ceci ou cela—mais n'en croyez rien. En vérité, elles avancent de l'argent, à courte échéance, pour des prêts à la consommation à des taux d'intérêt exorbitants.

Le crédit est peut-être de la compétence des provinces, mais les banques relèvent du gouvernement fédéral et, si les faits et chiffres à la disposition du ministre démontrent l'exacti-

[M. Osler.]

tude de ce que je prétends, le gouvernement fédéral doit absolument prendre des mesures à ce sujet. Il s'est engagé à éliminer les inégalités régionales, à aplanir les difficultés en vue d'assurer à tous des chances égales, à entreprendre des projets de réaménagement urbain et à assurer suffisamment de logements—un million de logements durant les cinq prochaines années—à lutter contre la pollution et ainsi de suite. Pour réaliser tout cela, il faudra un apport direct de fonds publics ou une nouvelle orientation des marchés monétaires actuels. Je préférerais de beaucoup une certaine planification des marchés monétaires, plus efficace, à mes yeux, que l'intervention d'organismes du gouvernement, qui nécessiterait de nouveaux ministères.

Même si l'on parle beaucoup d'une réglementation des salaires et des prix,—et nombre de mes mandants l'approuveraient—ce qui importe surtout, c'est la réglementation du crédit. Pourquoi autoriser des prêts onéreux pour des articles de luxe? Pourquoi accorder à n'importe qui le droit de contracter un emprunt pour se procurer une troisième voiture ou même, le plus souvent, une seconde. Pourquoi laisser les gens emprunter pour s'acheter des manteaux de visons—je vous laisse le soin d'énumérer leurs caprices—ou autres articles de luxe, alors qu'on manque de crédit ailleurs pour des entreprises importantes de caractère social? Absolument rien ne nous empêche d'imposer un genre de crédit conforme aux priorités établies dans notre Parlement, sous la direction du gouvernement canadien.

Il nous faut plus de fonds pour le réaménagement urbain, la construction domiciliaire, l'expansion d'entreprises commerciales, et autres initiatives judicieuses et utiles. Les restrictions volontaires actuelles sur les prix et les salaires n'aboutissent pas à grand-chose, semble-t-il, elles n'aident pas, en tout cas, à rendre l'argent plus disponible là où l'on en a besoin. Et si elles donnaient des résultats elles susciteraient en même temps des difficultés, parce que leur influence ne se ferait pas sentir également dans tout le pays. Si elles réussissaient à Toronto et provoquaient un ralentissement général, ce ralentissement deviendrait trop prononcé à Winnipeg, à Halifax et ailleurs.

C'est dans le contrôle du crédit que l'on peut trouver une des manières les plus raisonnables d'envisager tout le problème. Nous pourrions décider de l'ordre de nos priorités et veiller à ce que le crédit soit utilisé pour développer le pays compte tenu de ces priorités. Prenons nous-mêmes en main le crédit et recourons aux méthodes qui servent réellement les intérêts de tous les Canadiens au lieu de nous y opposer.